



**Assemblée générale  
Conseil économique et  
social**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/52/175  
E/1997/75  
18 juin 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante-deuxième session  
Point 12 de la liste préliminaire\*  
RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE  
ET SOCIAL

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
Session de fond de 1997  
Genève, 30 juin-25 juillet 1997  
Point 6 d) de l'ordre du jour provisoire\*\*  
QUESTIONS DE COORDINATION, QUESTIONS  
RELATIVES AU PROGRAMME ET AUTRES  
QUESTIONS : COORDINATION DES ACTIVITÉS  
DES ORGANISMES DU SYSTÈME DES  
NATIONS UNIES DANS LE DOMAINE DE  
L'ÉNERGIE

Possibilité de renforcer la coordination des organismes et  
organisations du système des Nations Unies dans le domaine  
de l'énergie, dans le cadre du Comité administratif de  
coordination

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

|  | <u>Paragraphes</u> | <u>Page</u> |
|--|--------------------|-------------|
| I. INTRODUCTION . . . . .  | 1 - 3              | 3           |
| II. ÉNERGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE . . . . .   | 4 - 10             | 4           |
| III. ACTIVITÉS MENÉES PAR LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES<br>DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE . . . . . | 11 - 22            | 6           |
| A. Mandats et politiques . . . . .   | 11 - 13            | 6           |
| B. Aperçu général des programmes et activités . . . . .  | 14 - 17            | 7           |

\* A/52/50.

\*\* E/1997/100.

TABLE DES MATIÈRES (suite)

|   | <u>Paragraphe</u> s | <u>Page</u> |
|---|---------------------|-------------|
| C. Évaluation des liens entre les activités en cours dans le domaine de l'énergie et le développement durable . . . . .   | 18 - 22             | 8           |
| IV. RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION ET DE LA COORDINATION AUX FINS DES ACTIVITÉS MENÉES DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE . . . . .   | 23 - 31             | 10          |
| V. RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS VISANT À RENFORCER LA CAPACITÉ DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES À PROMOUVOIR L'EXPLOITATION DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES DANS LA PERSPECTIVE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE . . . . . | 32 - 36             | 12          |
| VI. MODALITÉS D'ORGANISATION D'UN DÉBAT DE HAUT NIVEAU CONSACRÉ À L'ÉNERGIE . . . . .   | 37 - 42             | 14          |

## I. INTRODUCTION

1. À sa deuxième session, tenue du 12 au 23 février 1996, le Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement a prié le Secrétaire général de lui présenter, pour qu'il l'examine à sa troisième session, en 1998, un rapport sur les activités des organismes du système des Nations Unies dans le domaine de l'énergie<sup>1</sup>. Le Conseil économique et social, lorsqu'il a examiné le rapport du Comité à sa session de fond de 1996, a prié le Secrétaire général d'établir un rapport qui tienne compte, le cas échéant, des vues du Comité sur la possibilité de renforcer la coordination des organisations et organismes du système des Nations Unies dans le domaine de l'énergie, dans le cadre du Comité administratif de coordination et de soumettre ce rapport, par son intermédiaire, à l'Assemblée générale pour qu'elle l'examine à sa cinquante-deuxième session. Le Conseil économique et social a prié en outre le Secrétaire général, en consultation avec les commissions régionales et autres entités du système des Nations Unies, de traiter, dans le même rapport, de la nécessité de renforcer la capacité du système dans le secteur de l'énergie pour le développement durable et d'étudier toutes les options possibles en vue d'une discussion de haut niveau dans ce contexte, eu égard aux résultats de la cinquième session de la Commission du développement durable (7-25 avril 1997) et de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale (23-27 juin 1997)<sup>2</sup>.

2. Le présent rapport a été établi comme suite à cette demande. Il s'appuie sur des informations recueillies sur place ainsi que sur des données fournies par les organismes concernés du système des Nations Unies. Il s'inspire aussi largement du rapport du Secrétaire général intitulé "Bilan des programmes et activités actuellement menés par les organismes des Nations Unies en matière d'énergie, coordination de ces activités et arrangements en vue d'établir un lien entre l'énergie et le développement durable au sein du système des Nations Unies"<sup>3</sup> que la Commission du développement durable avait demandé à sa quatrième session en 1996, et que le Secrétaire général lui a présenté à sa cinquième session. Il comporte en outre des éléments provenant de certains organismes des Nations Unies qui s'occupent de questions énergétiques, des débats qui ont eu lieu lors de l'Atelier d'experts consacré à la promotion de l'établissement d'un lien entre l'énergie et le développement durable dans le cadre des institutions internationales, et organisé par le Ministère autrichien de l'environnement, de la jeunesse et des affaires de la famille à Vienne du 22 au 24 janvier 1997, du rapport établi à l'issue de cette rencontre<sup>4</sup> et aussi du rapport du Programme des Nations Unies pour le développement intitulé "Energy after Rio: Prospects and Challenges"<sup>5</sup> ainsi que des débats que la Commission du développement durable a consacrés à la question lors de sa cinquième session (7-25 avril 1997). Des observations relatives aux grandes lignes du rapport ont également été reçues de membres du Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement.

3. On trouvera dans le présent rapport un descriptif de certaines activités, évaluations, recommandations et propositions. Le chapitre II présente un bref exposé des liens qui unissent l'énergie au développement durable, et le chapitre III un aperçu général des mandats et activités propres aux organisations qui s'occupent de questions énergétiques, ainsi qu'une évaluation

des rapports qui existent entre ces activités et le développement durable. Le chapitre IV traite de la coordination des activités des organismes du système des Nations Unies dans le domaine de l'énergie et de la coopération entre ces différentes entités, et le chapitre V de certaines recommandations et propositions, ainsi que des moyens de renforcer la capacité du système des Nations Unies dans le domaine de l'énergie pour le développement durable. Enfin, le chapitre VI propose des modalités d'organisation d'un débat de haut niveau consacré à l'énergie.

## II. ÉNERGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

4. On trouvera un examen plus détaillé de la question dans le rapport sur les programmes et activités en matière d'énergie que le Secrétaire général a présenté à la Commission du développement durable à sa cinquième session<sup>3</sup>.

5. L'énergie joue un rôle déterminant dans la réalisation des objectifs économiques et sociaux écologiquement rationnels qui sont une condition indispensable du développement durable, point qu'a souligné la Commission du développement durable. Action 21<sup>6</sup>, de même que d'autres plans d'action convenus sur le plan international et adoptés lors de grandes conférences des Nations Unies, offre, avec les conventions sur la question, un cadre mondial dans lequel s'inscrivent les buts et objectifs d'un développement socio-économique durable ainsi que certaines mesures précises concernant la production, la transmission, la conversion et l'utilisation de l'énergie et devant permettre de réaliser ces buts et objectifs.

6. La mise en valeur et l'utilisation de ressources et de techniques énergétiques devraient se faire d'une manière qui soit socialement acceptable. Les méthodes utilisées devraient être peu polluantes et sûres, ne pas outrepasser les capacités des écosystèmes existants de manière à préserver la qualité de vie des générations actuelles et futures. Les rares sources d'énergie disponibles devraient être utilisées de telle sorte que les générations futures puissent elles aussi en profiter<sup>4</sup>. Il importe au plus haut point que les solutions à court terme retenues pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources énergétiques s'inscrivent dans la même perspective que celles qui, à plus long terme, sont les plus susceptibles de favoriser le développement durable. L'approvisionnement en énergie devrait être fiable, prévisible et d'un coût abordable. L'accès aux services énergétiques, et donc leur disponibilité en quantité suffisante, constitue une condition préalable du développement socio-économique qui est nécessaire pour améliorer la qualité de la vie et satisfaire les besoins fondamentaux des populations. Il importe que les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, ceux où il existe des zones rurales très reculées et les petits États en développement insulaires où plus de 2 milliards de personnes sont privées de services commerciaux d'approvisionnement en énergie ou y ont difficilement accès, puissent bénéficier d'urgence d'un approvisionnement en énergie adéquat<sup>1</sup>.

7. Les politiques et modèles actuellement suivis en matière de production, de conversion, de distribution et d'utilisation de l'énergie sont d'une manière générale incapables d'assurer le développement durable car elles mettent

davantage l'accent sur l'offre que sur la demande, notamment sur la gestion de cette demande, sans tenir compte des conséquences économiques d'une telle démarche. La Commission du développement durable a affirmé que l'on était en train de progresser sur la voie d'une utilisation rationnelle de l'énergie. Elle a par ailleurs souligné qu'il importait que les pays coopèrent entre eux en vue de promouvoir la conservation de l'énergie et d'améliorer le rendement énergétique<sup>7</sup>.

8. La mise en valeur et l'utilisation de l'énergie sont des activités à très forte intensité de capital. Il a été procédé à des estimations qui, sans être exhaustives, n'en donnent pas moins des chiffres énormes. En outre, il faudra réaliser d'importants investissements pour remplacer les installations vieillissantes, améliorer le rendement et réduire l'impact que l'exploitation et l'utilisation des sources d'énergie, notamment de combustibles fossiles, ont sur l'environnement. Il existe par ailleurs de nombreux autres besoins qui se font concurrence pour la mobilisation de sources financières<sup>3</sup>.

9. À l'heure actuelle, les prix de l'énergie favorisent l'exploitation des sources d'énergie traditionnelles au détriment des sources d'énergie renouvelables. Parallèlement, les pratiques en matière de tarification des combustibles n'encouragent pas l'amélioration du rendement énergétique. Le plus souvent, il n'est pratiquement pas tenu compte des coûts sociaux et écologiques extérieurs de l'approvisionnement en énergie. Les subventions accordées pour la mise en valeur des sources d'énergie traditionnelles et de l'énergie nucléaire ont généralement pour effet d'entraver l'exploitation à grande échelle des sources d'énergie renouvelables. Il faudra donc apporter des changements visant à prendre en compte dans les prix l'intégralité des dépenses relatives à l'environnement grâce à l'utilisation des moyens d'intervention économiques et fiscaux et à l'élimination des subventions permanentes si l'on veut promouvoir une stratégie énergétique durable<sup>3</sup>.

10. Il est évident que les problèmes qu'il faut résoudre pour pouvoir réaliser les objectifs visés sont considérables et nécessitent une contribution de toutes les parties concernées. Il importe que les intéressés, à savoir les gouvernements, la communauté internationale, le secteur privé et les organisations non gouvernementales, mettent au point des stratégies qui permettent d'améliorer le rendement énergétique en matière de production, de transport, de distribution, et surtout d'utilisation finale de l'énergie, de s'orienter vers des sources d'énergie et des techniques énergétiques écologiquement rationnelles, notamment en faisant plus largement appel aux sources d'énergie renouvelables, et de s'orienter vers des techniques qui permettent de produire, de convertir et d'utiliser de manière sûre, écologiquement rationnelle et rentable, les sources d'énergie non renouvelables, en tirant pleinement parti des progrès technologiques réalisés dans ces domaines. Toutes les parties intéressées devraient s'attacher, selon les besoins, à promouvoir, élaborer et appliquer des politiques et des programmes qui puissent garantir la réalisation des objectifs visés.

### III. ACTIVITÉS MENÉES PAR LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE

#### A. Mandats et politiques

11. Les politiques et programmes du système des Nations Unies dans le domaine de l'énergie s'inscrivent dans le cadre des objectifs généraux de l'Organisation. La Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, tenue à Nairobi en 1981, a défini une politique et des programmes clairs en matière d'énergie. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro en 1992, a elle aussi examiné la question et conclu que "l'énergie jouait un rôle essentiel dans le développement économique et social et dans l'amélioration de la qualité de la vie". La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques évoque les politiques énergétiques devant être adoptées par les États parties dans le cadre de sa mise en oeuvre. Les grandes conférences qui ont suivi ont estimé à l'unisson que l'énergie était l'un des éléments clefs du développement durable. La Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, tenue à la Barbade en 1994, a adopté la Déclaration et le Programme d'action de la Barbade pour le développement durable des petits États insulaires en développement, dont le chapitre consacré aux ressources énergétiques identifie les problèmes et les difficultés auxquels doivent faire face les petits États insulaires en développement et recommande divers moyens, notamment des mesures de politique générale, propres à assurer à ces États un approvisionnement énergétique suffisant et économiquement rationnel qui leur permette de répondre à leurs besoins en matière de développement économique et social.

12. Divers organes intergouvernementaux s'occupent de la question de l'énergie. Le Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement traite d'une gamme variée de questions touchant l'énergie et le développement durable : mise en valeur des ressources énergétiques dans les pays en développement, mise en valeur et utilisation de sources d'énergie renouvelables, économies d'énergie, mise en valeur et exploitation écologiquement rationnelles des combustibles fossiles, élaboration et mise en oeuvre de politiques énergétiques rurales, énergie et transports, et enfin coordination des activités menées par le système des Nations Unies en matière d'énergie. Le Comité, qui fait rapport au Conseil économique et social, reçoit du Secrétaire général des rapports circonstanciés qui lui servent de base à ses travaux.

13. D'autres organes intergouvernementaux traitent eux aussi de la question de l'énergie. Il s'agit notamment des organes suivants : Commission du développement durable, Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (énergie et environnement), Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (énergie nucléaire et environnement), Conférence des parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques (énergie et émission de gaz à effet de serre), Groupe spécial d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Conseil d'administration du PNUD et du FNUAP (énergie au service du développement durable) et Commission de statistique (statistiques énergétiques). Les activités que mène la Banque mondiale dans le domaine de l'énergie s'inscrivent

/...

dans le cadre des objectifs approuvés par le Conseil des Administrateurs. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a mis au point une stratégie opérationnelle. La question de l'énergie est également débattue dans toutes les commissions régionales qui sont dotées de comités permanents de l'énergie ou de l'énergie et des ressources naturelles. Le Conseil consultatif de haut niveau sur le développement durable a traité des politiques énergétiques dans le rapport intitulé "Questions cruciales et politiques relatives au développement durable : énergie, transports et eau"<sup>8</sup> qu'il a présenté à la Commission du développement durable à sa cinquième session.

#### B. Aperçu général des programmes et activités

14. Il a été rendu compte d'un large éventail d'activités qui reflètent les mandats, politiques et programmes des entités dont elles relèvent. Pour plus de détails, se reporter à l'annexe au rapport que le Secrétaire général a présenté à la Commission du développement durable, intitulé : "Bilan des programmes et activités actuellement menés par les organismes des Nations Unies en matière d'énergie, coordination de ces activités et arrangements en vue d'établir un lien entre l'énergie et le développement durable au sein du système des Nations Unies"<sup>3</sup>. Les moyens utilisés pour mettre en oeuvre les programmes et activités sont très divers, mais comprennent généralement la réalisation d'études et de rapports; des activités d'assistance technique, notamment sous la forme de services d'experts dans les domaines spécialisés; l'organisation d'ateliers de formation, de séminaires, de réunions et de conférences; le renforcement des institutions et des capacités aux fins de l'évaluation des ressources, l'analyse aux fins de la planification et la gestion des données, l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques, et enfin l'octroi d'une assistance financière. Le montant des ressources allouées à chaque projet varie considérablement, certains projets atteignant plusieurs millions de dollars tandis que d'autres ne représentent que quelques centaines de dollars généralement affectés à la réalisation d'études ou au financement de services d'experts. La Banque mondiale, le PNUD, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et l'AIEA sont les principaux organismes de financement des projets relatifs à l'énergie. Les banques régionales de développement financent aussi d'importants programmes de prêt ayant pour objet le renforcement du secteur de l'énergie.

15. Les organismes des Nations Unies interviennent à toutes les étapes du cycle énergétique, tant au niveau national qu'aux niveaux régional et mondial. Parmi les activités qu'ils mènent dans le domaine de la mise en valeur des ressources énergétiques et de l'approvisionnement en énergie, on peut citer notamment l'évaluation, la prospection, la production, la conversion et la distribution des ressources énergétiques; la promotion des sources d'énergie renouvelables, et la production et la distribution d'électricité, notamment l'électrification des campagnes.

16. Au nombre des activités et programmes touchant l'utilisation de l'énergie, on citera ceux qui portent sur la conservation de l'énergie, l'amélioration du rendement énergétique, la gestion de la demande et l'amélioration des techniques de gestion des institutions et entreprises du secteur énergétique. Ces initiatives ont été conjuguées à d'autres activités portant sur la planification de l'énergie et englobant les domaines suivants : élaboration de politiques,

/...

analyse et projections, mise au point de méthodes et de techniques analytiques, notamment de modèles pour la réalisation d'études et d'estimations dans le domaine énergétique, et évaluation des impacts sur l'environnement. La planification de l'énergie, y compris électrique, représente généralement une activité sectorielle mais est envisagée, dans certains cas, dans un cadre plus large. On citera par exemple l'intégration des politiques énergétiques dans les stratégies générales de développement socio-économique; l'étude globale des questions énergétiques et du développement rural durable; la prise en compte des questions ayant trait à l'environnement, au développement social et à la santé dans la planification et l'analyse du secteur de l'énergie; et enfin la planification de l'énergie et de l'environnement dans les zones urbaines, conçue comme une approche intégrée à la planification des ressources<sup>3</sup>.

17. Les activités menées en matière de renforcement des capacités des institutions, de sensibilisation, d'éducation et de formation concernent notamment l'organisation de séminaires et d'ateliers et la diffusion d'informations (par la voie de publications et d'enquêtes sur le terrain). Celles ayant trait au transfert de technologie ont porté essentiellement sur la mise au point et l'utilisation commerciale de sources d'énergie renouvelables, la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des projets expérimentaux<sup>9</sup>.

C. Évaluation des liens entre les activités en cours dans le domaine de l'énergie et le développement durable

18. Depuis des années, de nombreuses organisations mettent l'accent sur les liens entre l'énergie et le développement, et plus récemment sur l'énergie et le développement durable dans leurs activités, tendance qui est reflétée dans les politiques et les mandats adoptés avant, et davantage encore depuis, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. La Conférence sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, qui a adopté le Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables, a eu des répercussions profondes sur les programmes et activités de nombreuses organisations, beaucoup d'entre elles ayant par la suite adopté des programmes et projets dans le domaine des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, ou élargi celles qui existaient déjà<sup>3</sup>.

19. Plus récemment, l'Assemblée générale, dans sa résolution 46/235 du 13 avril 1992, qui portait création du Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement, a décidé que ce comité serait chargé, outre de l'application du Programme d'action de Nairobi, de l'étude des liens entre énergie et environnement. De nombreuses instances se sont jointes à cette entreprise. Avec l'adoption de la résolution 47/190 du 22 décembre 1992, dans laquelle l'Assemblée générale faisait sien le programme Action 21, ainsi que l'adoption et l'entrée en vigueur de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, toutes les conditions nécessaires étaient créées pour établir des points de convergence entre l'énergie et le développement durable. Les organismes des Nations Unies ont à des degrés divers modifié leurs programmes et projets en fonction des objectifs d'Action 21.



20. Pour s'assurer un avenir durable en matière énergétique, il faut un effort concerté de toutes les parties intéressées. Pour répondre aux besoins et tenir compte des priorités des pays auxquels ils viennent en aide, les organismes des Nations Unies réalisent toute une gamme d'activités qui, d'une manière générale, vont dans le sens d'une maîtrise écologiquement rationnelle de l'énergie. Un certain nombre d'organisations accordent une attention croissante au rendement énergétique, à la conservation de l'énergie, à la gestion de la demande et aux politiques de fixation des prix. Plusieurs d'entre elles contribuent à la promotion et à la diffusion de techniques énergétiques moins polluantes comme le charbon épuré. Des efforts croissants sont faits pour promouvoir l'introduction et l'utilisation des techniques de mise en valeur des sources d'énergie renouvelables, et notamment faciliter l'accès de la population rurale aux services énergétiques. Pour ce qui est du renforcement des capacités et du développement institutionnel, la planification énergétique s'inscrit de plus en plus souvent dans le cadre plus vaste de la planification et de l'exécution des plans dans les domaines socio-économique et écologique<sup>3</sup>.

21. La nature et l'ampleur des activités menées par les organismes des Nations Unies dans le domaine de l'énergie et du développement durable varient considérablement. Vu l'importance de ces activités, il y a lieu de mentionner les faits ci-après. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) accorde une importance particulière aux écotechniques qui contribuent à la mise en valeur écologiquement rationnelle des sources d'énergie durables. La Banque mondiale est de loin le principal bailleur de fonds destinés aux programmes et projets de protection de l'environnement. Elle donne désormais une dimension sociale et écologique à toutes ses opérations, notamment dans le domaine de l'énergie où les incidences sociales et écologiques de tous les projets sont évaluées. Le PNUD s'attache tout particulièrement à la maîtrise de l'énergie écologiquement rationnelle et, pour ce faire, s'efforce en permanence de définir des modes d'utilisation de l'énergie plus rationnels et de susciter un fort regain d'intérêt pour les sources d'énergie renouvelables; il fait en sorte que ses projets énergétiques répondent aux grands objectifs des programmes de lutte contre la pauvreté, de promotion de la parité entre les sexes et de gestion écologiquement viable de l'environnement. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) continue de mettre l'accent sur la nécessité de mobiliser les sources d'énergie d'une manière qui puisse satisfaire durablement les besoins de la chaîne de production alimentaire et, partant, d'assurer le développement rural durable. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) aide les pays en développement à renforcer leur aptitude à utiliser les marchés pétroliers à terme; elle a aussi entrepris une étude qui porte sur les droits d'émission de carbone négociables. Le Sommet solaire mondial, convoqué à l'initiative de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et tenu à Harare les 16 et 17 septembre 1996, a appelé l'attention de nombreux responsables politiques sur le potentiel que représentent les sources d'énergie renouvelables et donné lieu au lancement d'activités de suivi qui doivent contribuer à l'élaboration du Programme solaire mondial 1996-2005, et notamment permettre d'examiner la structure et le financement des projets.

22. Malgré la modicité des montants investis par rapport à l'ensemble du secteur énergétique, les activités de l'ONU et des organismes des Nations Unies ont un rôle important de catalyseur et de modèle à jouer dans la découverte de

nouvelles techniques écologiquement viables. Le système des Nations Unies dispose manifestement d'un énorme potentiel interdisciplinaire dans le domaine énergétique, potentiel qui peut être effectivement exploité pour favoriser la maîtrise de l'énergie écologiquement rationnelle dans les pays en développement et les pays en transition.

#### IV. RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION ET DE LA COORDINATION AUX FINS DES ACTIVITÉS MENÉES DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE

23. La fusion des trois départements de l'Organisation des Nations Unies oeuvrant dans les domaines économique et social (Département des services d'appui et de gestion pour le développement, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques et Département de la coordination des politiques et du développement durable) permet de regrouper les compétences analytiques, normatives et techniques du Secrétariat de l'ONU. Il en résulte une synergie qui contribuera à renforcer l'action menée par les Nations Unies en matière d'élaboration de politiques et de coopération technique dans ces domaines.

24. Par le truchement du Groupe de travail sur les programmes internationaux de statistique et la coordination de la Commission de statistique, et du Sous-Comité des activités statistiques du Comité administratif de coordination (CAC, le Secrétariat de l'ONU a continué de coopérer avec d'autres organismes des Nations Unies et de travailler en coordination avec eux aux activités de collecte, d'analyse et d'utilisation des données relatives à l'énergie. Il traite aussi des problèmes relatifs à l'énergie dans l'étude sur la situation économique et sociale dans le monde. Enfin, il collabore avec d'autres organismes des Nations Unies à l'élaboration de rapports pour le Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement, la Commission du développement durable et pour d'autres organes intergouvernementaux.

25. Le Secrétariat, la Banque mondiale et le PNUD travaillent ensemble à l'exécution de projets financés par le FEM aux niveaux national, régional et mondial. De même, le Secrétariat, le PNUD et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) collaborent à la mise en oeuvre de projets de gestion rationnelle de l'énergie, tels que le projet de renforcement des capacités des services s'occupant de la gestion rationnelle de l'énergie pour le développement rural en Asie. L'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme effectue des recherches et organise des activités de formation dans le domaine de l'énergie en étroite collaboration et en coordination avec les commissions régionales, le Centre de formation de Turin de l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Secrétariat de l'ONU ainsi qu'avec d'autres organismes appartenant ou non au système des Nations Unies.

26. Le PNUD et la Banque mondiale (qui se charge d'exécuter les projets) collaborent depuis plusieurs années dans le cadre du Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique. Par ailleurs, le PNUD, le PNUE et la Banque mondiale sont les agents d'exécution du FEM, qui alloue des ressources complémentaires aux projets ayant une utilité pour l'environnement mondial. La Banque mondiale, le PNUD et un certain nombre d'autres organismes appartenant ou

/...

non au système des Nations Unies cofinancent le Programme de financement des services énergétiques à l'intention des petits utilisateurs d'énergie. De même, le PNUD et le Groupe Asie du Service des énergies de substitution de la Banque mondiale collaborent dans le cadre d'un projet visant à intégrer les activités relatives aux sources d'énergie renouvelables et au rendement énergétique dans les programmes de prêt de la Banque mondiale en faveur de la région de l'Asie et du Pacifique.

27. L'UNESCO, avec la collaboration active de la Communauté économique pour l'Europe (CEE), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de l'AIEA, a lancé le processus préparatoire du Sommet solaire mondial, qui a pour but d'encourager la mise au point et l'utilisation de techniques d'exploitation des sources d'énergie renouvelables en vue de contribuer au développement durable. Les participants à ce sommet, qui s'est tenu à Harare, ont adopté la Déclaration de Harare sur l'énergie solaire et le développement durable ainsi que les grandes lignes du Programme solaire mondial, 1996-2005. Des activités de suivi concernant la mise au point et l'exécution du Programme solaire mondial ont été entreprises en consultation avec d'autres organismes des Nations Unies. Ce programme pourrait constituer une étape décisive dans l'élaboration d'un vaste programme commun à l'ensemble du système pour l'exploitation des sources d'énergie renouvelables, auquel d'autres organismes extérieurs au système des Nations Unies souhaiteront peut-être prendre part.

28. L'AIEA coordonne actuellement le projet interorganisations intitulé "Bases de données et méthodologies pour une évaluation comparative des différentes sources d'énergie utilisées pour produire de l'électricité" (DECADES), en collaboration avec plusieurs commissions régionales, ainsi qu'avec la Banque mondiale, l'ONUDI, l'OMM et d'autres organisations internationales<sup>3</sup>. Le projet, qui vise à renforcer les compétences en matière d'évaluation des différentes sources d'énergie, pourrait servir de cadre à une coopération entre les différents organismes du système en vue de définir des méthodes de planification, d'élaboration et d'exécution des politiques.

29. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le PNUE collaborent aux travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Le secrétariat de la Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques coopère avec plusieurs organisations et organes intergouvernementaux comme le Groupe d'experts, l'ONUDI, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans les domaines scientifique et technique ainsi qu'en matière de communications nationales (méthodologies, analyse et collaboration aux études).

30. À l'échelon régional, la CEE ainsi que d'autres organismes appartenant ou non au système des Nations Unies, collaborent à la mise en oeuvre des Projets Efficacité énergétique 2000. Parallèlement, la CESAP exécute le Programme de coopération en matière d'énergie et d'environnement en Asie, qui est financé par le PNUD. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la CESAP, la FAO, la Banque mondiale, les banques régionales de développement ainsi que d'autres organisations internationales ou régionales participent ensemble à la mise au point de projets sur l'énergie rurale et

d'autres projets de développement rural<sup>3</sup>. Les commissions régionales sont bien placées pour coordonner l'élaboration des politiques et la participation des différents organismes du système à la mise en oeuvre d'activités et de programmes dans le domaine de l'énergie. C'est, semble-t-il, déjà le cas de la CEE et de la CESAP, dont l'exemple devrait être riche d'enseignements pour les autres commissions régionales. En outre, il existe encore de multiples possibilités de coopération entre les commissions régionales, les différentes banques régionales de développement et les autres entités régionales.

31. De nombreuses activités dans le domaine énergétique sont entreprises au niveau des pays, pour lesquelles les modalités de coopération et de coordination varient en fonction des besoins locaux. Adopter une stratégie commune et mettre davantage en commun les connaissances acquises permettraient de renforcer les initiatives.

V. RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS VISANT À RENFORCER LA  
CAPACITÉ DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES À PROMOUVOIR  
L'EXPLOITATION DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES DANS LA  
PERSPECTIVE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

32. Le présent chapitre s'inspire dans une très grande mesure des recommandations contenues dans le rapport sur les programmes et activités en cours dans le domaine de l'énergie<sup>3</sup>, que le Secrétaire général a présenté à la Commission du développement durable à sa cinquième session. Ces recommandations ont reçu l'appui des participants à l'Atelier d'experts consacré à la promotion de l'établissement d'un lien entre l'énergie et le développement durable dans le cadre des institutions internationales<sup>4</sup>.

33. Si l'on veut qu'ils contribuent au développement durable à l'échelon mondial, il convient de modifier substantiellement les systèmes énergétiques actuels, ce qui n'est possible que si tous les protagonistes, y compris le système des Nations Unies, redoublent leurs efforts de manière coordonnée pour élaborer, promouvoir et mettre en oeuvre des politiques et des programmes visant à assurer une exploitation durable des ressources énergétiques.

34. Les organismes des Nations Unies ont un rôle décisif à jouer dans la mise en place d'un cadre de référence pour les activités relatives à l'énergie menées par l'ensemble du système, cadre où serait communément admise la nécessité de pérenniser l'exploitation des ressources énergétiques et qui, de ce fait, créerait une synergie entre ces activités<sup>3</sup>. Un tel cadre favoriserait une approche équilibrée et synergique des aspects économiques, sociaux et environnementaux liés à la mise en valeur durable de l'énergie et encouragerait la création de partenariats avec des entités compétentes extérieures au système, en particulier des organisations intergouvernementales oeuvrant dans le domaine de l'énergie ainsi que des entreprises du secteur privé pour promouvoir l'exploitation viable des ressources énergétiques. Ce cadre devrait être établi à partir des connaissances acquises à ce jour grâce aux efforts de coopération et de coordination interinstitutions déployés dans le domaine énergétique.

35. La Commission du développement durable est la principale instance au sein de laquelle sont examinées, au plus haut niveau, les questions revêtant une importance cruciale pour assurer dans la pratique un développement durable et

notamment pérenniser l'exploitation des ressources énergétiques. À sa cinquième session, elle a affirmé qu'elle coordonnait son action avec celle d'autres organes subsidiaires du Conseil économique et social ainsi que d'autres organisations et institutions connexes. Elle a par ailleurs déclaré que les travaux du Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement devaient être harmonisés avec son propre programme de travail de manière à le compléter, et que le Conseil économique et social, dans l'accomplissement des tâches qui lui incombent en application de la résolution 50/227 de l'Assemblée générale, devait envisager les moyens les plus efficaces permettant d'aller dans ce sens<sup>7</sup>. Le Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement traite de tous les aspects liés à la question de l'énergie et devrait continuer, dans les années à venir, à jouer un rôle décisif dans l'approfondissement du débat sur les politiques mises en oeuvre par les Nations Unies dans le domaine de l'énergie. À cette fin, il convient d'en renforcer l'efficacité, notamment par une meilleure représentation des gouvernements, par une plus large diffusion des rapports qui lui sont présentés ou dont il est l'auteur, et par une participation accrue des organismes des Nations Unies, y compris des commissions régionales, à ses travaux.

36. La coopération et la coordination interinstitutions dans le domaine de l'énergie revêtaient jusqu'ici un caractère plutôt ponctuel. Le rapport du Secrétaire général sur les activités menées dans le domaine de l'énergie<sup>3</sup>, élaboré à l'intention de la Commission du développement durable, a marqué le début d'un renforcement de la coopération et de la coordination, qu'il conviendra de poursuivre de la manière suivante :

a) En organisant des réunions spéciales entre les organismes des Nations Unies oeuvrant dans le domaine de l'énergie afin : qu'ils élaborent un cadre commun de référence pour les actions entreprises dans le domaine de l'énergie et qu'ils assurent la cohérence et l'efficacité des activités qui sont menées dans ce domaine pour promouvoir le développement durable (la Commission a examiné ce point à sa cinquième session et a recommandé à l'Assemblée générale d'en approfondir l'examen lors de sa dix-neuvième session extraordinaire en juin 1997)<sup>7</sup>; qu'ils encouragent l'échange d'informations sur les différents aspects de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources énergétiques, notamment sur les mesures prises dans ce domaine; et qu'ils aident les organisations intéressées à améliorer leurs systèmes de données et d'information sur l'énergie;

b) En inscrivant régulièrement la question de l'énergie à l'ordre du jour des sessions du Comité interinstitutions du développement durable et en assurant la coordination avec les travaux sur l'énergie menés par d'autres organes du Comité administratif de coordination;

c) En coopérant avec des organisations extérieures au système des Nations Unies; et

d) En encourageant les organismes des Nations Unies à programmer et à mettre en oeuvre conjointement les activités relatives à l'énergie qui présentent un intérêt commun.

VI. MODALITÉS D'ORGANISATION D'UN DÉBAT DE HAUT NIVEAU  
CONSACRÉ À L'ÉNERGIE

37. Compte tenu du fait qu'il convient de poursuivre le débat sur le rôle crucial de l'énergie dans le développement durable et qu'il demeure nécessaire d'accroître l'approvisionnement en énergie et d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement, un certain nombre de suggestions ont été avancées en vue d'organiser un débat de haut niveau sur la question de l'énergie.

38. À sa deuxième session, le Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement a invité les États Membres et les divers organismes des Nations Unies à envisager de convoquer en l'an 2001 une conférence des Nations Unies sur l'énergie au XXI<sup>e</sup> siècle, afin de mobiliser l'opinion mondiale en faveur de l'adoption de mesures à différents niveaux pour une exploitation des ressources énergétiques dans l'optique d'un développement durable. À cette fin, il a demandé au Secrétaire général d'établir un rapport qui examinerait la possibilité de tenir cette conférence et en étudierait la portée, au besoin en consultation avec des experts, et de présenter ledit rapport à l'Assemblée générale pour qu'elle l'examine à sa cinquante-deuxième session<sup>1</sup>.

39. Le Conseil économique et social, ayant examiné la proposition du Comité, a notamment prié le Secrétaire général d'étudier, en consultation avec les commissions régionales et les autres organismes des Nations Unies, tous les moyens possibles d'organiser un débat de haut niveau sur l'énergie, compte tenu des résultats de la cinquième session de la Commission du développement durable (7-25 avril 1997)<sup>10</sup> et de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale<sup>2</sup>.

40. Les experts réunis à l'occasion de l'Atelier consacré à la promotion de l'établissement d'un lien entre l'énergie et le développement durable dans le cadre des institutions internationales ont suggéré que la Commission du développement durable consacre spécialement une de ses sessions au problème de l'exploitation durable des ressources énergétiques, session qui pourrait avoir lieu en 2001, voire plus tôt, compte tenu de la nécessité et de la possibilité d'une profonde modification des systèmes énergétiques actuels. Ils ont souligné qu'il serait bon d'entreprendre les préparatifs de cette session sur l'énergie aussitôt approuvé le programme de travail de la Commission pour la période 1998-2002<sup>4</sup>.

41. Les différentes modalités d'organisation d'une telle session, qui se tiendra probablement en 2001 ont été examinées par la Commission du développement durable, à sa cinquième session, et soumises à l'Assemblée générale pour examen lors de sa dix-neuvième session extraordinaire<sup>7</sup>. Il ressort du programme de travail pluriannuel pour la période 1998-2002 que la Commission du développement durable a communiqué à l'Assemblée générale pour qu'elle l'examine à sa dix-neuvième session extraordinaire, que l'énergie et les transports figureront parmi les thèmes que la Commission se propose d'examiner en 2001<sup>7</sup>.

42. Les différentes modalités d'organisation d'un débat de haut niveau consacré à l'énergie étant encore à l'étude, aucune proposition sur la question ne peut être avancée au stade actuel.

#### Notes

<sup>1</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, 1996, Supplément No 4 (E/1996/24), chap. I.

<sup>2</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément No 3 [A/51/3 (Part II)], chap. V, sect. B.1, résolution 1996/44.

<sup>3</sup> E/CN.17/1997/7 et Corr.1.

<sup>4</sup> E/CN.17/1997/16, annexe.

<sup>5</sup> Energy after Rio: Prospects and Challenges (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.97.III.B.11).

<sup>6</sup> Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 [A/CONF.151/26/Rev.1, (vol. I et vol. I/Corr.1, vol. II, vol. III et vol. III/Corr.1)] (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I : Résolutions adoptées par la Conférence, résolution I, annexe II.

<sup>7</sup> A/S-19/14-E/1997/60.

<sup>8</sup> E/CN.17/1997/17/Add.1.

<sup>9</sup> E/C.13/1996/7.

<sup>10</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, 1997, Supplément No 9 (E/1997/29).

-----